

M 04249 - 59 - F: 1,20 €



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

Entretien avec **Thomas Sommer-Houdeville**, militant de la Flottille de la liberté pour Gaza. ACTU PAGE 3



(TÉLÉLIBERTÉ)

À **Nice**, Sarkozy a rencontré les dictateurs africains et méprisé les marcheurs sans papiers. ACTU PAGE 4 & INTERNATIONAL PAGE 8



(DR)

Le NPA soutient **la grève des chômeurs** et précaires, initiée le 3 mai et qui s'étend dans toute la France. PARLONS-EN PAGE 10

TOU est à nous!

10 JUIN 2010 | N°59 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

FEMMES EN MARCHÉ

FEMMES EN LUTTE



Samedi 12 juin, à 16 h place de la République, à Paris **MANIFESTATION NATIONALE**

LIRE PAGES 6&7

(PHOTO THÉQUE ROUGE/MB)



édito

Par Yvan Lemaitre

MEETING ANTICAPITALISTE EUROPÉEN

La chancelière allemande Angela Merkel a annulé au dernier moment son dîner de travail avec Sarkozy, « pour des raisons de calendrier ». La rencontre qui devait préparer le sommet européen de Bruxelles, le 17 juin, et discuter de la « coordination économique européenne » est reportée au 14 juin. Cette annulation de dernière minute apparaît comme un geste politique s'inscrivant dans la rivalité qui oppose la France et l'Allemagne à travers la crise que connaît l'Europe capitaliste. Derrière les rivalités diplomatiques c'est bien cette concurrence capitaliste qui oppose la France et l'Allemagne pour savoir qui sera le pivot, l'axe politique et économique de cette dite coordination économique. C'est cette même concurrence capitaliste qui les réunit cependant pour soutenir les banques, étrangler le peuple grec ou celui de Hongrie en accord avec le FMI. Ou pour imposer à leur propre peuple de nouveaux sacrifices. Leur rivalité ne les empêche pas d'être complices pour faire payer les frais de leur crise aux travailleurs afin de mieux soutenir leurs propres financiers. Après les mesures d'austérité annoncées en France par Fillon, Angela Merkel a rendu publiques les grandes lignes du budget allemand 2011 prévoyant des coupes de plus de 11 milliards d'euros. Elle ne les empêche pas non plus d'afficher sur le fond la même solidarité avec l'État terroriste d'Israël au nom de la défense de leurs intérêts impérialistes qui les associent aussi dans la sale guerre en Afghanistan. Face à leur coordination libérale et impérialiste, la crise souligne l'importance de la coordination des luttes sociales et politiques des travailleurs d'Europe. C'est pour y contribuer que le NPA a pris l'initiative de tenir le 15 juin un meeting anticapitaliste européen. Y prendront la parole aux côtés d'Olivier Besancenot des militants grec, anglais, allemand, espagnol, irlandais, un camarade ayant participé à la Flottille de la liberté pour Gaza. Il nous faut faire de ce meeting un succès, un geste de solidarité internationaliste.

14 JUIN, MEETING UNITAIRE RETRAITES, ROUEN. Avec Olivier Besancenot (NPA), Christiane Marty (Attac), Gérard Filoche (inspecteur du travail), Jean-Luc Mélenchon (PG), Jacky Hénin (PCF), Pierre Kalfa (Solidaires), Éric Aubin (CGT)... RV à 20 heures, Halle aux Toiles à Rouen.

15 JUIN, MEETING ANTICAPITALISTE EUROPÉEN. « Partout en Europe, aux capitalistes de payer leurs dettes ! » Meeting organisé par le NPA, avec Joe Higgins, député européen irlandais, André Hunko, député de Die Linke au Bundestag, Miguel Urba Crespo, de la Gauche anticapitaliste de l'État espagnol, Tassos Anastasios, de la coalition Antarsya de Grèce, Miguel Portas, député européen du Bloc de gauche portugais, Chris Bambery, du SWP anglais, Thomas Sommer qui était sur un des bateaux de la Flottille de la liberté en solidarité avec les Palestiniens, Olivier Besancenot...

RV à 20 heures, salle de la Mutualité, (M° Maubert Mutualité).

15 JUIN, DÉBAT PUBLIC RETRAITES, PARIS 10°. « Retraites : imposons, ensemble, un autre choix de société ! » Débat animé par Stéphanie Treillet, économiste (Attac) et Olivier Villeret, syndicaliste (CGT). RV à 19h30, à la Maison des associations, 206, quai de Valmy, Paris 10° (M° Jaurès).

16 JUIN, RÉUNION PUBLIQUE CRISE, AGEN. Le NPA Agen organise une réunion publique « Nos réponses à la crise », avec Alain Krivine. RV à 20h30 Salle Picasso (face au Stadium).

18 JUIN, RÉUNION DÉBAT RETRAITES, BRIOUDE. Avec Willy Pelletier, initiateur de l'appel « faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » et membre de la Fondation Copernic. À l'initiative

du collectif unitaire brivadois de défense des retraites. RV à 20h30 à la Halle aux grains.

19 JUIN, ENFANCE, PARIS. Le collectif « Pas de zéro de conduite pour les enfants de trois ans » organise son 3^e colloque scientifique et de société : « Les enfants au carré ? Une prévention qui tourne pas rond ! » Prévention et éducation plutôt que prédiction et conditionnement. RV au Palais de la Mutualité. Infos et inscription sur le site : www.pasde0deconduite.org

19 JUIN, HOMMAGE À ALI ZIRI, ARGENTEUIL. Hommage à Ali Ziri et aux victimes de violences policières. 16h-19h : Film, *Ali Ziri, vie et mort d'un Chibani*. Débat avec Mouloud Aounit (Mrap), Matthieu Bonduelle (Syndicat de la magistrature), Erik Blondin

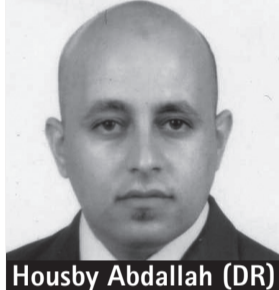
(Syndicat Sud intérieur Police), Patrick Delouvin (Amnesty international), ... 19h-23h : soirée artistique. RV salle Jean-Vilar, 9, bd Héloïse, Argenteuil.

22 JUIN, LOUISE-MICHEL, PARIS. Conférence débat : « Les pensées critiques aujourd'hui ». Avec Razmig Keucheyan et Luc Boltanski. RV à 18h30 bar Le Lieu Dit, rue Sorbier, Paris 20°. (M° Ménémontant ou Gambetta).

23 JUIN, RASSEMBLEMENT, REIMS. Pique-nique de soutien pour le procès des quatre militants interpellés lors de la venue de Fillon et consorts au lycée Roosevelt de Reims, le 19 novembre 2009. RV devant la cour d'appel (201, rue des Capucins).

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

regards



Housby Abdallah (DR)

Propos recueillis par Lotfi Chawqui

POUR LES 850 LICENCIÉS DE SMESI RÉGIE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Housby Abdallah, secrétaire général de l'UMT de Khouribga et trois autres syndicalistes expliquent la situation des salariés de Smesi Régie.

Le secteur du phosphate et l'Office chérifien du phosphate (OCP) jouent depuis longtemps un rôle décisif dans l'économie marocaine. En 2008, l'OCP est devenue une société anonyme, mettant en œuvre une politique de compression des coûts de production. Ainsi, les travailleurs de Smesi Régie, filiale à 100% de l'OCP, bien qu'exerçant les mêmes fonctions que les employés titularisés, ont des salaires qui ne dépassent pas 2000 dinars alors que le salaire minimum d'un agent titulaire est supérieur à 6000 dinars/mois. Ils ne bénéficient pas non plus de couverture sociale, des primes et avantages sociaux et manquent de moyens de sécurité. L'OCP s'est néanmoins débarrassé sans préavis ni indemnités de 850 ouvriers affiliés à la société Smesi parce qu'ils ont refusé de signer des contrats temporaires avec des sociétés d'intérim. Face à cette situation, les ouvriers Smesi Régie, majoritairement originaires de la région, fils de retraités ou de paysans dont les terres ont été confisquées par l'OCP, ont constitué leur bureau syndical lié à l'UMT (Union marocaine du travail) pour revendiquer leur intégration et leur titularisation au sein du groupe et le respect des droits syndicaux. Treize mois après sa constitution, la direction de l'OCP n'a pas reconnu le syndicat ni répondu à son cahier revendicatif. Nous sommes en face d'une administration, qui constitue un État dans l'État, le directeur étant nommé directement par décret royal lui donnant des pouvoirs supérieurs à n'importe quel ministre !

L'administration et le pouvoir central ont parié sur l'épuisement rapide de la mobilisation en comptant sur la faible expérience des travailleurs, le peu de soutien syndical et de solidarité et la pression de la faim qui pèse sur les ouvriers et leurs familles privés de toute ressource. Mais quand ils se sont aperçus de la détermination intacte des travailleurs, du développement des actions de solidarité, le niveau de répression a augmenté. Ainsi, le 15 septembre 2009, 44 ouvriers ont été arrêtés et quatre d'entre eux ont fait l'objet de poursuites judiciaires avant d'être relâchés. Le pouvoir est allé jusqu'à interdire toute forme de protestation dans toute la ville de Khouribga. En février 2010, plusieurs corps répressifs sont intervenus laissant sur le carreau des dizaines de blessés. Mais cela n'a pas brisé les salariés soutenus par un large courant de sympathie jusque dans les campagnes environnantes. Le 22 avril, on a eu droit à une escalade de violence en réponse à un sit-in/occupation devant une entreprise du site : gaz lacrymogènes, tirs d'intimidation à balles réelles, arrestation de treize travailleurs et citoyens solidaires, qui sont toujours en détention. Cette vague de répression vise à imposer un climat de terreur contre les travailleurs mobilisés et les soutiens actifs.

La solidarité est restée modeste, même si récemment, les syndicats liés à l'UMT ont commencé à s'impliquer. Ainsi

l'union régionale de Rabat a décidé d'organiser, le 30 mai, une caravane de solidarité pour aller à Khouribga. L'union locale depuis le début est fortement impliquée. L'Association marocaine des droits humains (AMDH) a pu organiser, le 13 septembre 2009, un temps fort de solidarité appuyé par la présence de 36 organisations de défense des droits et politiques, notamment, de la Voie démocratique qui a donné un écho constant à travers sa presse à la mobilisation. La commission nationale de solidarité avec les ouvriers de Smesi a joué un rôle important pour faire connaître la lutte mais il faut noter que la solidarité a été principalement morale alors que la solidarité matérielle a été absente. Par ailleurs, la presse n'a quasiment pas couvert le conflit malgré son ampleur. L'OCP qui possède d'énormes moyens a pu imposer un barrage médiatique. Dans ce contexte, la pression internationale a une importance aiguë d'autant plus que l'État cherche à apparaître comme défenseur des droits de l'homme et l'OCP à se présenter comme une entreprise moderne respectant les droits des travailleurs. Des protestations publiques devant les ambassades en Europe et en France, les bureaux de l'OCP ainsi qu'un relais large au niveau de la presse, seraient les bienvenus. Et pourquoi pas une caravane de solidarité européenne ? Sans oublier d'intégrer des organisations qui ont un « poids » comme l'Organisation internationale du travail (OIT), Amnesty international, les grandes centrales syndicales. La solidarité internationale peut aider à gagner la bataille au profit des travailleurs et imposer la libération de nos camarades. Enfin, au nom des militants de l'UMT de Khouribga, nous adressons nos salutations fraternelles à tous ceux qui se solidarisent avec les travailleurs.

interviews en version longue sur www.npa2009.org



(DR)

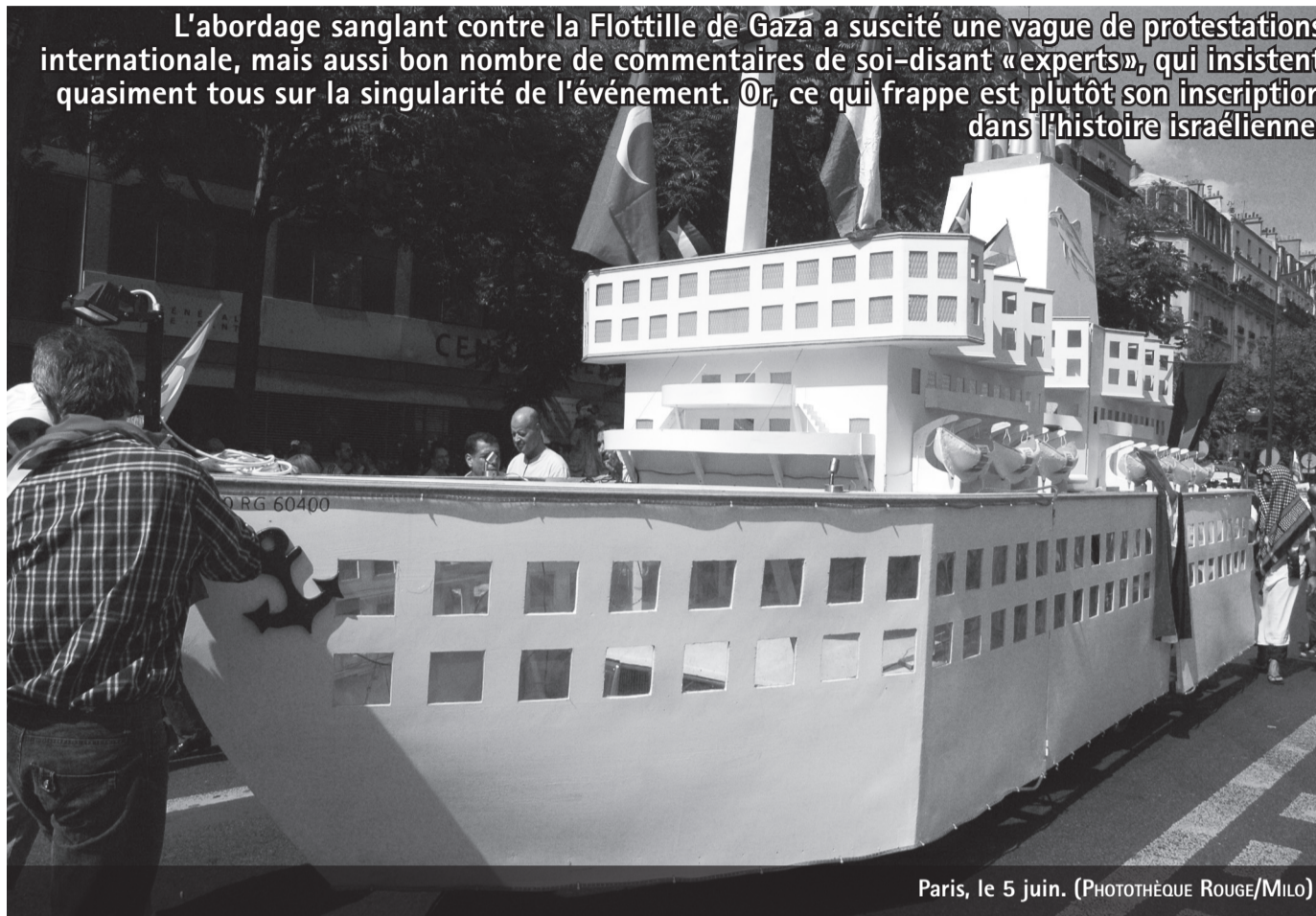


FLOTTILLE DE GAZA UN CARNAGE MADE IN ISRAËL

« D'AUTRES BATEAUX PARTIRONT »

Entretien avec Thomas Sommer-Houdeville, militant de la Flottille pour Gaza

L'abordage sanglant contre la Flottille de Gaza a suscité une vague de protestations internationale, mais aussi bon nombre de commentaires de soi-disant « experts », qui insistent quasiment tous sur la singularité de l'événement. Or, ce qui frappe est plutôt son inscription dans l'histoire israélienne.



Paris, le 5 juin. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

Peux-tu nous raconter ce qui s'est passé au large de Gaza dans la nuit du 30 au 31 mai ?

Les bateaux étaient dans les eaux internationales et avaient pour cap Port-Saïd, en Égypte : nous avions décidé de longer le plus longtemps possible les côtes, loin de la « zone de sécurité » décrétée par Israël, avant de mettre au dernier moment le cap sur Gaza. Nous avons alors vu surgir une vingtaine de bateaux de guerre israéliens, que nous apercevions au loin depuis quelques heures, accompagnés d'hélicoptères de combat. Ils nous ont ordonné de nous arrêter et, devant notre refus, ont pris d'assaut les bateaux.

Je me trouvais sur un bateau grec, le *Sophia*, en compagnie d'environ 25 autres passagers. Plus d'une vingtaine de commandos israéliens, masqués et lourdement armés, ont débarqué. Nous avons formé un groupe compact autour de la cabine du capitaine. Ils ont sorti des taser et ont tiré sur quatre ou cinq d'entre nous, qui se sont écroulés et se sont fait violemment tabasser. Les commandos nous ont alors braqués avec leurs armes lourdes et ont menacé de tirer dans le tas. Ils ne plaisaient pas. Nous avons entendu les coups de feu et les explosions sur le bateau turc. Nous n'avons pas insisté, ils ont pris le contrôle du bateau, direction Ashdod.

À ton arrivée en France, tu as accusé les autorités françaises de t'avoir « abandonné ». Que veux-tu dire par là ?

Entre le moment où nous avons été arrêtés (lundi) et mon retour en France (jeudi), j'ai reçu une visite de cinq minutes d'un vice-consul, fort sympathique au demeurant, mais vu ce qui s'est passé par la suite, nous avons compris qu'il n'avait aucun pouvoir. Alors quand j'apprends que Kouchner explique qu'ils ont tout fait pour nous faire sortir et que nous avons même mangé avec le consul, je peux être énervé, non ? Avant d'être expulsé, je me suis retrouvé, sans passeport, dans un centre de détention, avec les Grecs. Alors que l'ambassadeur grec était présent, les autorités françaises ne se sont jamais signalées.

Il a fallu que l'ambassadeur grec intervienne pour que je téléphone au vice-consul, qui m'a dit qu'il me cherchait. Il a demandé par téléphone à pouvoir nous rencontrer dans le centre de rétention. Devant l'ambassadeur grec et moi-même, l'officiel israélien lui a répondu qu'il ne mettrait pas un pied dans le centre et lui a raccroché à la gueule. C'est la dernière fois que j'ai parlé avec un responsable du consulat à Tel-Aviv. À l'heure actuelle, personne n'a repris contact avec moi.

L'ambassadeur grec a pris la responsabilité de m'embarquer à bord de l'avion qui partait vers Athènes, mais il avait besoin d'un laissez-passer de l'ambassade de France à Tel Aviv. Il a insisté pendant trois heures et n'a rien obtenu. Il a finalement reçu un accord verbal de l'ambassade de France... à Athènes ! Cerise sur le gâteau : les représentants des autorités françaises à Athènes, après nous avoir accueillis, nous ont signifié que nous devrions payer nos billets d'avion pour Paris et nous ont même demandé de régler l'hôtel, alors que nous n'avions plus rien, ni papiers, ni argent ! Finalement ils ont payé l'hôtel. Mais pas l'avion...

Tenteras-tu de retourner à Gaza ?

Évidemment ! Les raisons qui nous ont poussés à organiser cette flottille sont toujours là. Le blocus de Gaza se poursuit, 1,5 million de personnes sont en train de crever, et la « communauté internationale » ne fait rien. L'ONU, l'Europe, la France... disent que le blocus doit être levé. Qu'ils agissent ! Tant qu'ils ne feront rien, tous ceux qui trouvent que cette situation est insupportable agiront. Je peux vous annoncer que d'autres bateaux partiront et que nous organiserons un bateau depuis la France.

Il faut agir et mettre fin une bonne fois pour toutes à l'impunité d'Israël. Si la France n'a rien fait pour nous, c'est parce qu'elle ne veut pas froisser l'ami israélien. Or il est clair que tant que l'État d'Israël ne sera pas isolé, sanctionné, il ne changera rien à sa politique. Nous n'avons pas le choix : tenter, par tous les moyens, de retourner à Gaza pour briser le blocus, et développer la campagne BDS afin qu'Israël paie enfin le prix de sa politique criminelle à l'égard des Palestiniens.

Propos recueillis par Julien Salingue

Rien de peut légitimer l'acte de piraterie d'Israël. Tout d'abord, l'assaut est illégal par nature puisqu'il s'est produit dans les eaux internationales. L'article 51 de la Charte des Nations unies encadre en outre le droit à la légitime défense : « dans le cas où un membre des Nations unies est l'objet d'une agression armée ». Or aucune menace militaire ne planait sur Israël, a fortiori de la part de navires battant pavillons de la Turquie et de la Grèce, États qui ne sont pas en guerre avec Israël. Mais Israël n'en démord pas : les agresseurs étaient bien sur les bateaux humanitaires, pas sur les navires de guerre ou dans les hélicoptères de combat. Israël se contente en fait de transposer aux passagers de la Flottille sa position « classique » à l'égard des Palestiniens. Alors que ces derniers subissent une occupation

militaire prolongée, Israël a toujours fait de « la fin des violences » (y compris contre les troupes d'occupation), un préalable à toute négociation sérieuse. Les Palestiniens, victimes de l'occupation, sont devenus les agresseurs.

« ISRAËL SE DÉFEND » ?

Droits dans leurs bottes, les dirigeants israéliens assument l'abordage meurtrier. Ils « regrettent » les pertes humaines, mais affirment qu'Israël n'a fait que « se défendre » et que les responsabilités du bain de sang incombent aux passagers des bateaux. Là aussi, ce qui frappe est la continuité. Lors de la guerre contre le Liban, à l'été 2006, Israël affirmait « se défendre » contre le Hezbollah, le rendant responsable des 1300 morts libanais (contre 48 morts israéliens). À l'hiver 2008-2009, durant lequel Gaza a été soumise à un déluge de fer et de feu pendant trois semaines, Israël

affirmait « se défendre » contre le Hamas, le rendant responsable des 1400 morts palestiniens (contre 13).

On pourrait évoquer également la guerre de juin 1967, une guerre « défensive » au cours de laquelle Israël a quadruplé sa superficie et conquis, entre autres, les territoires palestiniens, toujours soumis au régime d'occupation militaire. Ou encore les années 1947-1948 durant lesquelles, pour se « défendre » contre les armées arabes, les milices sionistes ont expulsé 400 000 Palestiniens avant le début des hostilités (mai 1948).

TOUS PALESTINIENS !

Il ne faut pas céder d'un pouce face à cette rhétorique, au nom de laquelle Israël et ses soutiens justifient, depuis plus de 60 ans, les pires atrocités. Ceux qui aujourd'hui cherchent des excuses à Israël, ou tentent de démontrer que le carnage de la Flottille est

une « bavure », sont des incompetents ou des hypocrites. Ou les deux. Ce n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein : Israël s'est construit et se perpétue par la violence et la négation du droit.

Le message est désormais clair : ceux qui voudront s'opposer à Israël pourront subir le même sort que les peuples de la région. Cette tragique communauté de destin (qui donne tout son sens au mot d'ordre « Nous sommes tous des Palestiniens »), peut et doit renforcer le mouvement de solidarité internationale, autour de deux axes : d'un côté, rompre l'isolement des Palestiniens ; de l'autre, isoler l'État d'Israël. Il n'y aura pas d'autre solution pour que les massacres et le déni des droits humains cessent une bonne fois pour toutes.

Julien Salingue

et aussi

CHASSÉS DE LA FAC, LES ANTI-IVG VONT S'ENFERMER CHEZ LES CURÉS !

Lundi 31 mai, était programmée à la Rouen Business School, la conférence « Naître ou ne pas naître » organisée par l'Alliance pour la vie et soutenue par le Front national jeunes. Informés de cette initiative, le Collectif droits des femmes de Rouen et le Collectif Normandie action antifasciste ont décidé d'appeler à un rassemblement devant le lieu de la conférence afin de rappeler le droit, chèrement acquis, des femmes à disposer de leurs corps et signifier aux « cathos, fachos et machos » que nous nous battons pour le garder !

Prise en vitesse, cette initiative a néanmoins été relayée dans tous les réseaux militants de la ville. Et à 20 heures, nous étions une bonne soixantaine à chanter devant la Rouen Business et hurler « Benoit XVI, tais-toi quand on baise ». Le rassemblement plutôt jeune et dynamique a été maintenu à distance dès le début par un important cordon de flics.

Sous la pression, comme à Reims le 26 mai, la Rouen Business

a préféré annuler la conférence. Après une prise de parole copieusement huée, les anti-IVG se sont repliés dans une petite salle du diocèse, à quelques kilomètres du lieu initial. Nous avons décidé de les suivre, et malgré la volonté affichée des flics de nous en empêcher (bloquant les accès du parking, et fouillant les voitures à la recherche d'armes...), nous avons rejoint le diocèse en raillant ceux qui allaient « s'enfermer chez les curés ». Après avoir entonné une dernière fois l'*Hymne des femmes*, nous nous sommes dispersés dans le calme à 22 heures avec la ferme intention de rester vigilants sur la tenue de telles initiatives et nous nous sommes donné rendez-vous pour manifester à Paris le 12 juin prochain lors de la Marche mondiale des femmes. (lire pages 6 et 7)



HOMOPHOBIE CHATEL N'AZUR PAS

La campagne mise en place pour faire connaître la ligne azur contre l'homophobie, n'est qu'un paravent pour faire oublier les multiples dérapages homophobes des élus de droite.

SELON le ministère de l'Éducation, «lutter contre [l'homophobie] est un enjeu de citoyenneté, de réussite scolaire et de santé publique». C'est en ce sens, sans doute, que Luc Chatel a annoncé en grande pompe la mise en place d'une campagne dans les établissements, à grand renfort d'affiches et de cartes mémo visant à faire connaître aux collégiens de quatrième et de troisième ainsi qu'aux lycéens le numéro de la ligne azur (www.ligneazur.org) qui informe, écoute et soutient les jeunes se posant des questions sur leur orientation sexuelle. L'initiative a de quoi séduire. En effet, les propos homophobes sont monnaie courante et participent à la violence en milieu scolaire. Verbale et physique, celle-ci conduit les personnes concernées à se taire par honte, par peur ou par culpabilité. Et il est à parier que ce n'est pas dans le cadre familial que les jeunes découvrant leur homosexualité pourront librement parler, se sentir écoutés et confortés dans leur choix.

L'UMP serait-elle tout à coup devenue une fervente militante de la cause homosexuelle?

Cette campagne, lancée en mars, ne connaît que peu d'échos: les affiches ont été envoyées aux proviseurEs qui n'ont aucune obligation de les utiliser. Elles sont, de fait, invisibles dans la plupart des établissements quand elles ne sont pas reléguées dans les pôles médico-sociaux.

Par cette mesurette, le gouvernement se drape d'éducation anti-discriminatoire: beau paravent pour faire oublier les propos homophobes de Vanneste, Boutin et consorts... Par ailleurs, Chatel avait lui-même refusé qu'un court-métrage intitulé *le Baiser de la Lune* soit diffusé à des élèves de CM1 et CM2: le dessin animé, mettant en scène une gentille histoire d'amour entre deux poissons mâles, était sans doute trop subversif...

L'État se repose sur l'intervention très partielle de quelques associations agréées par le ministère (SOS Homophobie, Contact...), qui, bien évidemment, ne suffit pas. Les jeunes LGBTI risquent beaucoup plus de tenter de se suicider que leurs camarades hétéros (de 5 à 14 fois plus selon les études), et il est avéré que ces risques accrus ne sont pas dus à l'orientation sexuelle en soi, mais au contexte socioculturel qui rejette et stigmatise les comportements sexuels dits «déviant».

Ce n'est qu'avec une politique ambitieuse de formation des adultes encadrants (enseignants, personnels de vie scolaire...) sur les questions de lutte contre les discriminations, et notamment les LGBTI-phobies, par des organismes professionnels que les élèves, au quotidien, pourraient lentement évoluer, et lutter contre le matraquage raciste, sexiste et homophobe de la société.

Colin Cavarroc



FRANÇAFRIQUE À NICE «CHASSÉS ICI, PILLÉS LÀ-BAS»

Pendant que Sarkozy essayait de défendre les intérêts de l'impérialisme français devant les chefs d'État africains qu'il recevait à Nice, un contre-sommet auquel ont participé les marcheurs sans papiers dénonçait la mascarade.

En réponse au sommet Afrique-France du 31 mai, le contre-sommet s'est organisé autour de deux thèmes complémentaires.

Il y a eu d'abord l'arrivée à Nice, dimanche 30 mai, de la marche des sans-papiers du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, partie de Paris le 1^{er} mai. Partout où ils sont passés, les marcheurs ont été formidablement accueillis, y compris par les élus locaux, sauf ceux de Cannes et Nice... Le collectif d'accueil local «Chassés d'ici, pillés là-bas» regroupant: NPA, PCF, Alternatifs, collectif anarchiste, Europe écologie, CGT, Solidaires, FSU, Attac, Mrap Greenpeace, RESF, Survie, etc. a eu les pires difficultés à trouver un hébergement pour les sans-papiers et à obtenir l'autorisation d'un parcours de manifestation. Il faut dire que pour accueillir

Sarkozy et ses amis dictateurs africains, la moitié de la ville de Nice avait été bloquée et sévèrement encadrée par près de 8 000 policiers. Dans ces conditions, l'organisation du contre-sommet a représenté un exploit nécessitant de jongler avec les diverses interdictions et les tentatives de la mairie de Nice d'empêcher les marcheurs de loger dans la ville.

Les marcheurs sont arrivés à Cannes au matin du dimanche 30 mai. Seul un rassemblement avait été autorisé mais le dynamisme des marcheurs a entraîné tout le monde dans une ronde revendicative! Un groupuscule néonazi, le Bloc identitaire, a tenté de perturber le rassemblement, la police se contentant de faire un cordon de sécurité.

Les marcheurs souhaitaient entrer en marchant dans Nice par la Promenade des Anglais mais leur car fut «escorté» par la police et acheminé à la

gare Riquier, à l'est de la ville, où il a été accueilli notamment par notre camarade Olivier Besancenot. C'est de là qu'est partie la seule manifestation autorisée ce dimanche, formée d'environ 600 personnes qui ont défilé dans le quartier populaire de Saint-Roch pour rejoindre le centre de rétention administrative de Nice. Là, il y eut la vision poignante des enfermés du centre de rétention agitant leurs bras à travers les barreaux pour encourager les manifestants.

Les marcheurs ont souhaité qu'Olivier Besancenot prenne la parole mais, comme cela n'avait pas été convenu par le collectif, il a préféré s'abstenir. Les marcheurs et leurs soutiens qui venaient d'un peu partout ont finalement pu être logés gratuitement dans un gymnase du CCAS (équivalent du comité d'entreprise) d'EDF géré par la CGT.

Le lendemain, sur la place de

la Libération, une des rares places du centre de Nice autorisée aux manifestants, s'est tenu le contre-sommet proprement dit avec, dès le matin, des stands des organisations membres du collectif. En fin d'après-midi, une manifestation réunissant entre 1 500 et 2 000 personnes a dénoncé la Françafrrique, le néocolonialisme et a fait le lien avec la lutte des sans-papiers. Le soir, de retour place de la Libération, une réunion publique organisée par le collectif et Survie a réuni des associatifs français et africains pour dénoncer la mascarade qui se tenait au même moment dans la ville, la mise en coupe réglée par la France, Total, Areva, Bolloré, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et d'autres pays capitalistes, de l'Afrique, de ses ressources et de ses peuples.

Olivier Sillam

et aussi

47^e CONGRÈS DE LA CFDT: LES RETRAITES COMME ENJEU.

Chérèque ne risque pas grand-chose dans ce 47^e congrès de la Confédération qui s'ouvrira lundi à Tours. Mais si sa réélection est assurée, le débat sur les retraites pourrait réserver des surprises. La CFDT a payé le prix fort pour le piteux déculottage de 2003, avec le départ de dizaines de milliers d'adhérents. Échaudé, Chérèque a adopté un autre profil dans la nouvelle bataille pour défendre les retraites: maintien du regroupement unitaire auquel il impose avec la complicité de la direction confédérale CGT, le silence complet sur les revendications et le refus de toute mobilisation réelle. Le gouvernement de son côté joue la sinistre comédie de la concertation mais ne semble même pas vouloir accorder à la CFDT l'occasion de se défilier en lui faisant des concessions sur la pénibilité ou sur les carrières longues. Les délégués au congrès feront-ils entendre une volonté différente, celle des travailleurs qui pensent qu'il faut créer un rapport de forces par la grève pour faire reculer le gouvernement?

MOHAMMED ALLOUCHE EST REVENU!

Mohammed Allouche a enfin obtenu son visa et a pu revenir de Tunisie et retrouver sa famille à Montrouge, vendredi 28 mai. Il avait été expulsé par les services de Besson en mai 2008 sous le prétexte d'avoir contracté un mariage blanc. Avec RESF, pendant un an, tous les vendredis soirs, sans aucune exception, un rassemblement s'est tenu à Montrouge pour défendre sa famille. De multiples témoignages, des interventions d'élus de gauche, une intervention à l'Élysée..., rien n'a entamé l'entêtement de Sarkozy, Besson et du préfet des Hauts-de-Seine à briser une vie de famille. Mohammed, Nadia - sa femme française et sourde-muette - et leur fils Nafel ont été plongés dans les pires difficultés morales et financières. En avril, le Conseil d'État a déclaré avoir un «doute sérieux» sur le bien-fondé du motif de mariage blanc utilisé pour expulser Mohammed Allouche. Immense victoire et joie pour cette famille et pour tous ses soutiens qui se sont mobilisés sans relâche depuis douze mois. Sarkozy a perdu et la mobilisation déterminée, inflexible et unitaire a gagné.

PTPM, LA HAINE.

C'est avec un pincement au cœur, une larme à l'œil et surtout de la haine contre le groupe Trèves que nous avons été contraints d'accepter les dernières propositions de la direction de ce patron voyou. Dernières propositions de la direction dans le cadre du PSE après une journée entière de chantage: 10 000 euros pour les salariés et modification des primes «turbo». Les salariés ont accepté cette peau de chagrin plutôt que de risquer de tout perdre. Nous avons respecté le choix des salariés et maintenant tout est fini. Beaucoup de tristesse et le sentiment d'avoir échoué dans notre bataille de quatorze mois pour le maintien du site. C'était notre premier combat. J'ai 36 ans et je me demande quel va être l'avenir de mes collègues de 50 ans et plus et celui des dix couples qui travaillaient ensemble dans cette usine, ainsi que de ceux qui m'ont appris à travailler. La vie va continuer et nous allons tout faire pour que Trèves soit obligé de rendre les 55 millions d'euros de subvention qu'il avait reçus de l'État. Merci à tous ceux qui nous ont soutenus.



et aussi

MSL-EVREUX: MALGRÉ LES LICENCIEMENTS, LA LUTTE CONTINUE. 120 salariés de MSL (dont les licenciés et les repris) se sont rendus au conseil des prud'hommes, le 28 mai, en présence de France 3, France bleue, la presse régionale et locale. Une délégation du NPA était là. La direction de MSL joue le pourrissement: les avocats du patron ont demandé le report de l'audience pour «incompétence de la section industrie». L'affaire est donc reportée mais rien n'entamera la détermination des salariés. Depuis plusieurs semaines, l'entreprise a été placée en liquidation avec 106 licenciements, bafouant encore une fois la loi. L'entreprise a été reprise partiellement par un ancien cadre dirigeant de MSL qui a bénéficié de 200 000 euros d'aides publiques du conseil régional (PS-PCF-Verts) juste avant les élections. Résultat: 80 employés repris aux pires conditions d'embauche. Cela fait deux ans que les salariés de MSL avec la CFDT et la CGT se battent face à la violation des acquis individuels, aux discriminations antisyndicales et aux délits d'entrave au fonctionnement du CE. La lutte n'est pas terminée pour les licenciés et les repris de MSL.

ANTOLIN, LE PATRON PROPOSE DES MIETTES. Les ouvriers et ouvrières de l'usine Antolin de Jarny (Meurthe-et-Moselle) se sont mis en grève, jeudi 3 juin, pour une revalorisation de leur salaire de 200 euros et contre la modulation des horaires qui flexibilise le pouvoir d'achat. La boîte, en activité depuis quelques mois seulement, est spécialisée dans la fabrication de sièges automobile pour la Sovab à Batilly qui produit le nouveau Master Renault. Lors d'une négociation improvisée, le directeur a proposé diverses primes. «*Nous, ce qui nous intéresse, c'est le brut*» a répliqué la déléguée CGT, Jessica Capedevielle. Dépit, le directeur a essayé de convaincre le personnel: «*Je tiens à ce que nous ayons des relations sociales normales.*» «*Commencez par payer un salaire normal!*» a répondu un militant de l'union locale CGT de Homécourt venu en soutien. La Directrice dite RH tente aussi la séduction avant de conclure par: «*Vous n'obtiendrez rien de plus!*» En fin de journée, la direction laisse entendre qu'elle accepte une augmentation... le directeur demande un temps de réflexion... suspense... puis le chiffre est divulgué: 10 euros brut. La grève continue!

**CADARACHE
9 INTÉRIMAIRES
PORTUGAIS
SUREXPLOITÉS**

Des travailleurs portugais d'origine africaine étaient employés sur le réacteur Jules-Horowitz, dans des conditions proches de l'esclavage.

LE 12 MAI 2010, un groupe de neuf salariés portugais est venu frapper à la porte de l'union locale (UL) CGT de Manosque (Alpes-de-Haute-Provence) pour demander de l'aide.

Ils avaient de grosses difficultés à s'exprimer même en portugais car ils étaient tous originaires d'Afrique: huit de Guinée Bissau et un de Gambie.

Ainsi débute une histoire classique d'esclavage moderne. Mais dans ce cas, le donneur d'ordre - bénéficiaire en dernier ressort - est le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), une entreprise d'État vivant des fonds publics.

L'entreprise employeuse de ces travailleurs se présente comme une société d'intérim installée au Portugal. Le chantier: la construction du réacteur Jules-Horowitz (RJH) à proximité du site de Cadarache.

Le RJH, réacteur expérimental destiné à la recherche sur les comportements des combustibles et des matériaux pour les centrales électronucléaires, est un projet de l'Espace européen de la recherche dans le domaine de l'énergie nucléaire.

L'entreprise qui a eu recours à l'agence d'intérim portugaise est la SAMT de Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône). Et bien entendu, le CEA ignore tout des contrats portugais.

Du reste, SAMT est une société familiale (Les Thirion) spécialisée dans le ferrailage des structures en béton armé. Edgard Thirion a fait changer le nom de son métier, on ne dit plus ferrailleurs mais armaturiers. Sa société de 170 salariés intervient en sous-traitance pour Rasel, une société de génie civil du groupe Fayat (15 000 salariés). Il manquait un étage à cette structure organisationnelle, c'est Areva TA (anciennement Technicatome) le maître d'œuvre du chantier, filiale d'Areva, la société d'Anne Lauvergeon, avec 80 000 salariés.

Que du beau monde... Leurs sites ne parle qu'éthique, développement durable, responsabilité, sécurité, etc. Ainsi, en bout de chaîne, le ferrailage de la structure en béton d'un réacteur nucléaire est exécuté par des équipes de travailleurs intérimaires exploités dans des conditions épouvantables.

Ces neuf ouvriers n'ont pas été payés depuis deux mois, n'ont reçu aucun bulletin de salaire, le dispositif de contrôle des heures supplémentaires a été supprimé et ils ont été avertis de la fin de leur mission du jour au lendemain alors que leur fin de contrat était fixé entre le 21 et le 25 septembre 2010, virés non sans menaces physique de la part du «Kapo» portugais sur place.

Bien entendu, on leur a demandé de quitter leur logement, trois pièces pour huit personnes avec des évacuations d'eau hors d'usage, ce qui les contraignait à utiliser les toilettes publiques.

Totalement démunis, ils ont fréquenté le Resto du cœur de Manosque jusqu'à sa fermeture.

Traduits par l'union locale CGT de Cadarache, les contrats de travail en portugais mentionnaient 1 370 euros mensuels pour 35 heures, bien en deçà des heures travaillées. L'UL CGT de Cadarache a interpellé le directeur du CEA sur cette situation extravagante, une mission d'enquête par les services de l'inspection du travail de Marseille est en cours.

En attendant, l'UL a fait approvisionner ces travailleurs en denrées alimentaires par les services sociaux de Marseille. Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence a reçu une synthèse de cette situation, la Halde a été également interpellée.

Voici comment les choses se passent dans l'Europe du traité de Lisbonne, avec des services de l'État en ruine, voilà comment on assure la «sécurité» de la construction d'un réacteur nucléaire, qui porte le nom de Jules Horowitz, physicien d'origine juive polonaise, progressiste, ayant fui toutes les persécutions de la période 1939-1945.

Ludovic Fiaschi

Contact Union locale CGT de Saint-Paul-lez-Durance.
Patrick: 04.92.72.14.04. manosque.cgt@wanadoo.fr



Paris, 19 mars 2009. Cortège des postiers du 92 en lutte. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/CHARLIE)

LA POSTE LE ROULEAU COMPRESSEUR

Alors que la médecine de prévention de la Poste publie un rapport accablant, la grève des postiers se poursuit dans les Hauts-de-Seine, malgré la répression et les calomnies.

Après plus de six semaines de grève, la direction refuse toujours les négociations et ne lâche rien... ou si peu. Face à elle, les grévistes eux non plus ne sont pas prêts à reculer sur l'essentiel, tant ils savent que leur lutte est légitime. Commencée à Châtillon, la grève s'est étendue à Clamart, à Asnières et, depuis la semaine dernière, à Bois-Colombes. D'autres centres sont susceptibles de rejoindre la grève car les réorganisations touchent l'ensemble des postiers. Le rapport signé par les médecins de la prévention de la Poste dénonçant sans équivoque la dégradation des conditions de travail au sein de l'entreprise a eu un large écho dans l'opinion publique. Outre le nombre inquiétant de suicides et d'accidents du travail qu'il relève, il pointe la responsabilité des «réorganisations rapides et successives» et des «injonctions

contradictoires» dans le mal-être au travail des postiers. Ce rapport, qui nous rappelle tristement les conditions de travail à France Télécom, pointe enfin du doigt une entreprise présentée par sa direction comme un «modèle social». Ce rapport le formule même littéralement ainsi: «*Les agents de distribution sont confrontés à des situations d'épuisement physique et psychique. Cela est lié aux nouvelles organisations de travail, dont la mise en place est très variable d'un établissement à un autre.*» Si encore la Poste tendait une oreille attentive à ceux qui tentent de l'avertir des risques et de la souffrance quotidienne de ses salariés... Après avoir distribué des sanctions à tour-de-bras (une trentaine de grévistes touchés!), menacé une dizaine d'entre eux de licenciement, la direction recule légèrement en abandonnant une partie des sanctions, pour mieux se focaliser sur une poignée de

militants: Yann Le Merrer et Bertrand Lucas sont dans la ligne de mire, ainsi que Gaël Quirante qui passe en entretien préalable au licenciement le 14 juin. La direction, assistée par le vice-président UMP du conseil général du 92 et la CFDT, attaque aussi sur le terrain de la calomnie. Elle s'est lancée dans une campagne nationale de dénigrement du NPA et de son rôle dans la grève, accusant mensongèrement nos militants de dégradations, de violence ou de noyautage. Dans un tract relayé par la direction de la Poste, la CFDT va jusqu'à écrire que «*Besancenot a peut-être sa place dans les médias, mais le terrain social, c'est celui des organisations syndicales: il n'a rien à y faire, ni lui, ni ses méthodes!*» Olivier Besancenot et les militants du NPA sont présents dans cette lutte aux côtés d'autres militants syndicaux et politiques. Comment en serait-il autrement? Nous sommes fiers de les sou-

tenir et de lutter à leurs côtés! À défaut d'une riposte des salariés dans l'entreprise, le rouleau compresseur continuera. Une défaite des postiers du 92 affaiblirait un secteur combatif du mouvement social. Une victoire serait une brèche pour une remise en cause généralisée de la modernisation continue.

Léa Nolan et Xavier Guessou

Soutien financier: chèques à l'ordre de SUD Poste 92, à envoyer au 51, rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne Colombes, mention «Soutien grévistes 92» au dos.
Soutien militant: contre le licenciement de Gaël Quirante, RV le 14 juin, à 13h30, à la direction départementale de la Poste, 3 bd du Levant à Nanterre, RER Nanterre-Ville.
Blog de soutien aux grévistes: www.gennevilliers-asso.org/le_blog_des_postiers-d-asnieres

TROISIÈME MARCHÉ M FEMMES EN FEMMES

La création de la Marche mondiale des femmes a été suscitée par l'aggravation du système néolibéral et tous les problèmes qu'il engendre à travers le monde, aggravation accentuée par la récente crise économique et financière qui touche tout particulièrement la vie des femmes.

L'impulsion est donnée en 1995 par une marche des femmes du Québec à Montréal : dès 1998, des femmes du monde entier réunies à Montréal décident d'organiser en l'an 2000 une Marche mondiale des femmes sur tous les continents et de dire la force des femmes organisées pour remodeler l'ordre social actuel qui engendre injustices, violences et pauvreté.

La Marche 2000 s'est dirigée essentiellement vers les structures gouvernementales : une pétition mondiale qui a recueilli 5 millions de signatures a été remise à New York aux Nations unies.

La Marche 2005 s'est prioritairement adressée aux femmes de la base : une Charte mondiale des femmes pour l'humanité a été adoptée et présentée le 17 octobre à Ouagadougou (Burkina Faso).

La Marche 2010 est centrée sur quatre thèmes : violences faites aux femmes, travail des femmes et autonomie, biens communs et services publics, paix et démilitarisation. Elle célèbre aussi le 100^e anniversaire de la manifestation internationale du 8 mars et les 40 ans du féminisme.

Sur tous les continents de grands rassemblements célèbrent cette Marche :

À Paris :

- 12 juin : manifestation suivie d'une soirée festive.
- 12 et 13 juin : ateliers et forums-débats autour des quatre thèmes, rencontre de jeunes féministes à la salle des fêtes de la mairie de Montreuil.

À Istanbul, le 30 juin : rassemblement européen.

Aux Philippines, en mai : rassemblement Asie-Océanie (lutte contre le libre échange, les bases militaires et le trafic des femmes).

En Amérique du Sud, en août : actions et manifestations contre la guerre et pour la paix.

En République démocratique du Congo : rassemblement mondial en octobre à Bukavu (Sud-Kivu) pour rendre visibles les violences qui s'abattent sur les femmes congolaises depuis quinze ans de guerre.

La Marche sera clôturée le 17 octobre par une journée mondiale de solidarité.

CE N'EST PAS AUX FEMMES DE PAYER LA CRISE

Dans le contexte de crise du capitalisme, défendre les droits des femmes est encore plus une nécessité. C'est pourquoi nous nous inscrivons dans les thèmes défendus par la Marche mondiale des femmes.

BIENS COMMUNS, BIENS PUBLICS

Quand le gouvernement s'attaque aux services publics (plan hôpital 2007, LRU, suppression de 80 000 postes en cinq ans dans l'Éducation nationale...) au nom de la survie du capitalisme et de l'allégeance aux marchés, il attaque chacun d'entre nous dans ses besoins vitaux (santé, éducation, transport, énergie...). Les femmes sont en première ligne lors de ce recul des services publics : en l'absence de services publics, ce sont souvent sur elles que l'on compte pour assurer les soins, l'éducation... Quand on baisse le taux d'encadrement en crèche pour faire des économies, que l'on supprime des postes d'enseignants, ce qui retombe sur les possibilités d'accueil en maternelle... les femmes sont attaquées. Tant qu'un service public de la petite enfance ne sera pas généralisé, tant que l'ITVG ne sera pas libre, gratuite et accessible, tant que le service public n'assurera pas santé, éducation, transport, énergie... pour tous et toutes, les femmes seront en marche.

AUTONOMIE FINANCIÈRE DES FEMMES

La première condition de la libération des femmes est leur autonomie financière, seule garantie de pouvoir mener leur vie comme elles le désirent, sans dépendre d'une autre personne. En France, la fonction publique est le premier secteur qui embauche des femmes, même si cela se fait de plus en plus sous forme de contrat précaire. Supprimer des postes dans les fonctions publiques va concerner majoritairement des femmes. Par ailleurs, toutes les réformes qui affaiblissent les travailleurs (RSA, retraites, travail le dimanche...) affaiblissent les femmes

en premier lieu, car sur le marché du travail elles sont majoritaires dans les contrats précaires, le temps partiel imposé, pensions de retraite ridicules, le chômage...

CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups d'un conjoint ou d'un ex-conjoint. La lutte contre les violences faites aux femmes exige une réelle loi cadre qui mette en avant la prévention et l'accueil, accompagné d'un service public d'accueil des femmes victimes de violence. Il faudrait dans tous les départements des structures d'accueil et d'écoute immédiates, lieux d'accompagnement à moyen et long terme (hébergement, soutien psychologique...). Pour cela il faut que l'État engage des moyens significatifs et renforce le soutien aux associations. La lutte contre les violences faites aux femmes, à l'encontre de la politique d'austérité imposée par le gouvernement.

PAIX ET DÉMILITARISATION

Les femmes paient le plus lourd tribut dans les conflits armés. Alors que tous les budgets sociaux sont touchés, les budgets militaires sont les seuls qui ne soient pas remis en cause ! Les profits juteux tirés de l'industrie de l'armement vont à l'encontre d'une recherche de solutions pacifiques aux guerres. Ils touchent nombre de pays, notamment en Afrique. Le plus souvent, derrière les différentes factions en guerre se cachent les intérêts des pays dominants et notamment ceux des multinationales. Nous refusons que les femmes continuent à être les premières victimes de l'impérialisme et du capitalisme.

CONGO : LE VIOL COMME ARME DE GUERRE

La Marche mondiale des femmes convergera cette année vers le Sud-Kivu, la région des grands lacs en République démocratique du Congo (RDC) où se concentre depuis une quinzaine d'années une guerre économique d'une grande violence pour les populations locales.

La République démocratique du Congo (RDC) est riche en ressources minières : or, étain, coltan (minerai indispensable à la fabrication des téléphones portables)... Les pays avoisinants et les multinationales s'entredéchirent pour s'accaparer les ressources locales.

Depuis 1996 et le putsch de Kabila, soutenu par le Rwanda et l'Ouganda et qui a amené la chute de Mobutu, la région a été le théâtre de deux guerres, en 1997 et de 1998 à 2002, causant des millions de morts. La guerre est maintenant supposée finie mais une véritable politique de la terreur est instaurée par des groupes armés (notamment rwandais) pour garder le contrôle des richesses minières. Depuis, les richesses de la RDC sont pillées consciencieusement.

Essentiellement, le Rwanda finance l'achat de son armement par la vente du coltan qu'il pille sur le sol congolais. Bien évidemment, les multinationales chinoises, françaises ou américaines, qui ont besoin du coltan pour continuer à produire, cautionnent la pérennisation de la guerre dans l'est de la RDC.

Les femmes sont, encore une fois, les premières victimes

de toutes ces violences. Elles sont en particulier victimes de meurtres systématiques et le viol est réellement utilisé comme arme de guerre. Le viol de femmes de tous âges (dans certaines villes, 70% de la population féminine a subi des violences sexuelles) est souvent accompagné de prostitution forcée, d'enlèvement et de destruction systématique du vagin et de l'utérus sous forme de stérilisation symbolique et/ou effective de la population congolaise. Il s'agit d'instaurer la terreur à l'intérieur des villages afin de contrôler la population mais aussi de détruire les femmes comme génitrices et comme productrices. En dehors de situations personnelles atroces (MST, infections, stérilisations traumatiques...), ces viols permettent de terroriser et d'affaiblir la population, faute de femmes pour cultiver les terres.

Face à cette situation, le silence dans les pays occidentaux est assourdissant. La communauté internationale est régulièrement présente en RDC pour la signature de contrats mais on ne l'entend pas parler des crimes perpétrés là-bas et du véritable génocide auquel on assiste depuis maintenant presque quinze ans.

iments

MARCHE MONDIALE DES FEMMES EN MARCHÉ, EN LUTTE



E!

ons

jo-
les

S

ups
ces
ant
ac-
les
des
ent,
des
de
la

és.

ets
Les
en-
qui
ou-
les
na-
les

ngo

de
me
es
ces
en-
us,
la-
des
ire
ors
ité,
ner

est
ent
en-
mi-
ns.



POUR ALINE ET LES AUTRES...

Dimanche 30 mai, à Montreuil, Aline est morte sous les coups de son conjoint. Tabassée à mort. Comme elle, chaque année en France, plus de 137 femmes décèdent de violences conjugales. Plus de 10% des femmes sont victimes de violences dans le couple, quels que soit l'âge, l'origine ethnique, l'éducation, la religion, le statut marital ou le niveau socio-économique. Pour en finir avec ces violences inacceptables qui restent aujourd'hui minimisées, il faut affirmer haut et fort que ce que subissent les femmes au sein du couple n'est pas une affaire privée ou secrète, mais une affaire politique qui nous concerne tous et toutes. Les violences physiques ou sexuelles, les humiliations, la dévalorisation systématique, le contrôle économique sont autant de moyens d'exercer une domination totale sur l'autre. Les victimes sont maintenues sous l'emprise de leur agresseur, détruites physiquement et psychologiquement. Elles le sont d'au-

tant plus que ces violences restent taboues, les condamnant trop souvent au silence et à l'isolement.

En effet, les moyens mis en œuvre pour lutter contre cette situation restent largement insuffisants. Les mesures de prévention sont rares, la formation des personnels soignants inexistante et les moyens d'accueil des femmes victimes de violence extrêmement réduits. Plus largement, pour permettre aux femmes de se défendre, il faut leur permettre de gagner leur autonomie. Ne tolérons pas une société où mourir de violence conjugale reste possible. Pour Aline et toutes les autres, manifestons notre colère!

La Maison des femmes de Montreuil appelle à une marche silencieuse pour Aline :
Le samedi 12 juin à 14 heures.
Départ : 14, rue Berlioz, arrivée Mairie de Montreuil.

LA MARCHÉ EN BELGIQUE

À Bruxelles, 4000 personnes ont défilé dans les rues le samedi 6 mars pour la Marche mondiale des femmes. La Marche a choisi des lieux symboliques pour son parcours : la manifestation a débuté à la Bourse où l'autonomie économique et financière des femmes a été mise en avant. L'arrivée au Palais de justice a permis d'aborder les violences faites aux femmes. C'est dans ce dernier qu'a été présenté au public un cahier de revendications remis ensuite aux personnalités politiques présentes. La veille, une manifestation avait également eu lieu à Liège et s'était terminée par un discours et une rencontre avec Marie Kabazo Zabibu, venue du Kivu (RDC). Dans les cortèges, les appels à la paix dans les pays en guerre ont côtoyé les revendications concernant les salaires et les retraites des femmes belges. En Belgique, l'écart salarial moyen entre les hommes et les femmes est de 24%. Ceci signifie concrètement que les femmes doivent, en moyenne, travailler

trois mois de plus pour gagner le même salaire annuel que les hommes. Depuis 2001, l'État a mis en place des titres-services qui servent à rémunérer des services ménagers et domestiques. L'organisation de ces services est confiée à des sociétés agréées qui ne paient aucune cotisation sociale puisque l'État paye tout. Pour les femmes qui travaillent dans ces services, la précarité reste la même. Concernant les retraites, les femmes belges sont également les premières touchées par la misère. Enfin, la fiscalité belge comporte une particularité : le quotient conjugal qui vise à attribuer de manière fictive une partie du revenu à l'adulte qui est à charge (dans 98% des cas, il s'agit de la femme) du contribuable principal. Le calcul de l'impôt se fait sur ce revenu comme s'il était produit par la personne. Cette réforme fiscale datant de 1989 a pour objectif de tenir les femmes à l'écart du marché de l'emploi afin de ne pas gonfler les statistiques du chômage.

Bruxelles, le 6 mars. La Marche a été suivie par 4 000 personnes. (CLAIRE MALEN)



AFRIQUE DU SUD DERRIÈRE LA COUPE

Les yeux du monde seront tournés vers l'Afrique du Sud pendant la Coupe du monde de football. L'occasion d'un état des lieux de la « nation Arc-en-ciel ».

DEPUIS les élections de 1994, l'Apartheid appartient définitivement au passé. Le pouvoir est passé des mains de l'ancien régime uniquement « blanc » au gouvernement de l'ANC (Congrès national africain), un parti « mixte » dont les noirs forment l'essentiel de la base. Mais tout n'est pas réglé pour autant pour la population noire. L'Afrique du Sud est un des pays où les écarts de richesses sont parmi les plus grands. Cette répartition entre richesse et pauvreté demeure profondément « racialisée ». 90% des terres agricoles appartiennent à des blancs. 3,6% de la population blanche vivent sous le seuil de pauvreté contre 49% des noirs. À ce niveau, le changement essentiel de l'ère post-Apartheid n'a pas été l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre. Il réside plutôt dans la montée rapide d'une petite élite « noire », une bourgeoisie affairiste s'enrichissant grâce aux liens avec le pouvoir politique et (bien souvent) grâce à la corruption. Cette nouvelle bourgeoisie a laissé la grande majorité de la population noire, dont elle est issue, derrière elle. Les frustrations de nombreux habitants en sont d'autant plus grandes. Les inégalités criantes engendrent d'ailleurs une criminalité extrême et souvent très violente.

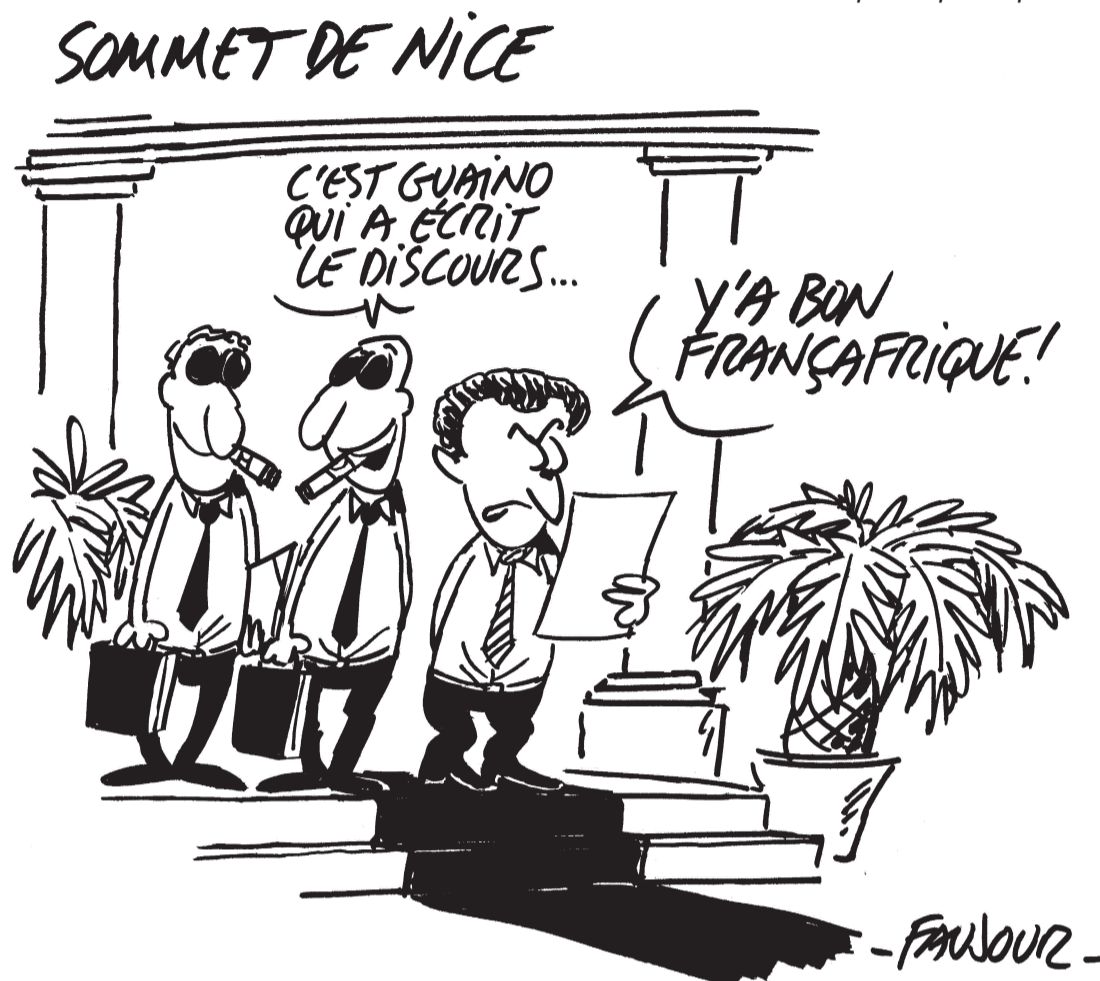
Cependant, l'approche de la Coupe du monde a eu des effets bénéfiques pour une partie des travailleurs et des pauvres. Non pas par la seule joie de voir leur pays organiser les matches : un billet d'entrée coûte dix salaires hebdomadaires d'un travailleur pauvre. Ni grâce aux miettes tombées de la table des riches. Mais, avant tout, grâce à l'amélioration des conditions de lutte qu'a favorisée l'approche du championnat.

Les 15 et 16 mai, 46 000 salariés des transports ont commencé une grève dans les chemins de fer et les ports, exigeant notamment une augmentation des salaires de 15%. Les exportations (métaux, fruits, vins...) ont été paralysées ou freinées pendant deux semaines. La grève s'est terminée le 27 mai par un accord salarial. Les syndicats luttent aussi contre des menaces de privatisation dans les transports. Depuis février, plusieurs grands mouvements sociaux ont eu lieu dans les « townships » (bidonvilles) pour demander l'amélioration des conditions de vie. Le 13 avril, 130 000 salariés des services communaux avaient entamé une grève à l'appel du syndicat Samwu, paralysant les transports locaux. À Johannesburg ou au Cap, des « services d'urgence » ont été créés pour garantir l'approvisionnement des magasins pendant les préparatifs de la Coupe. En juillet 2009, 70 000 travailleurs occupés à ériger les six nouveaux stades (dont une partie construite par Bouygues) sont entrés en grève pour améliorer leurs conditions salariales. Les maîtres d'œuvre, soucieux de finir les travaux à temps, ont dû lâcher du lest.

Bertold du Ryon

SOMMET AFRIQUE-FRANCE UN DE PLUS, UN DE TROP

Comme il l'avait annoncé, Sarkozy a tenté de faire de cette grand-messe franco-africaine un nouveau symbole de sa prétendue politique de rupture. Mais, derrière les effets d'affichage, la volonté de domination économique et politique reste inchangée.



Les débats entre chefs d'États-taient organisés autour de trois questions principales : la place de l'Afrique à l'ONU, le climat et les questions sécuritaires. L'Union africaine réclame la création au conseil de sécurité de deux nouveaux membres permanents et de deux membres non permanents attribués à l'Afrique. La diplomatie française appuie officiellement cette demande mais se contente de promettre des « initiatives » en vue de parvenir à « titre intérimaire » à la création d'un statut de membre « semi-permanent » sans droit de veto. Concernant le réchauffement climatique, la déclaration finale formule le vœu pieux de 100 milliards de dollars que les pays riches devraient verser chaque année, mais à partir de 2020 seulement,

et évoque « le principe d'une taxe sur les transactions financières internationales », mais uniquement pour le principe, puisque les seuls mécanismes réellement encouragés relèvent du marché carbone. Enfin, la France a rappelé sa volonté d'être associée à la formation des futurs soldats africains pour « le maintien de la paix », une manière hypocrite de poursuivre sa politique d'influence sur les armées africaines, de promouvoir son matériel et de légitimer le maintien de sa présence militaire.

Voici du moins pour les conclusions publiques, puisque l'ensemble de ces débats a été mené à huis clos, de même que les discussions économiques, même les plus anodines en apparence, auxquelles étaient conviées les principaux patrons français et quelques entreprises africaines. Ceci constituait en

effet la véritable nouveauté de ce sommet dédié au business. Face à l'accroissement de la concurrence internationale en Afrique, la France entend conserver ses positions dans son pré carré francophone et s'implanter plus fortement dans le reste du continent, qui n'est considéré que comme un gigantesque réservoir de matières premières et un marché de nouveaux consommateurs potentiels. Pour redorer l'image désastreuse des multinationales françaises en Afrique, une charte contre la corruption a été adoptée, qui restera bien entendu purement décorative. Il n'y a eu aucun débat en revanche sur le respect des droits démocratiques et sociaux. Les vraies revendications des populations africaines ont été comme d'habitude soigneusement éludées. Et pour cause : ces sommets comptent toujours bon nombre de dic-

tateurs ou de représentants de régimes autoritaires qui profitent du soutien français.

Les grandes envolées sur un « nouveau partenariat », une « nouvelle période » que voudrait impulser la politique africaine de la France relèvent désormais de l'exercice de style obligé. Leur seule traduction symbolique a été de supprimer le traditionnel « dîner des amis » du président français avec les chefs d'États francophones et d'associer des chefs d'États anglophones à la conférence de presse finale. Sarkozy a néanmoins fait passer des messages rassurants à « ses » dictateurs, qu'il retrouvera le 13 juillet à Paris. Leurs armées, dont certaines se sont illustrées encore récemment par des crimes commis avec la complicité de l'armée française, défilèrent en effet le lendemain avenue des Champs-Élysées.

Robin Guébois

et aussi

DENISE COMANNE. Denise Comanne s'est éteinte le 28 mai, frappée à 61 ans d'une crise cardiaque au moment où elle rentrait d'un forum sur la République démocratique du Congo, à Liège. Denise était une militante internationaliste engagée dans les luttes féministes au sein de la Marche mondiale des femmes, dans le combat contre le capitalisme, le racisme et le patriarcat. À côté de son compagnon, Éric Toussaint, elle a créé il y a vingt ans le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), une organisation aujourd'hui implantée dans tous les continents.

Dirigeante politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section belge de la IV^e Internationale, Denise a été plusieurs années déléguée syndicale à Liège de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB). Elle a dû affronter la répression policière et judiciaire, notamment pour sa défense des travailleurs de Liège en lutte contre des plans d'ajustement structurels. Déterminée dans son combat, Denise s'était engagée ces derniers temps dans la lutte

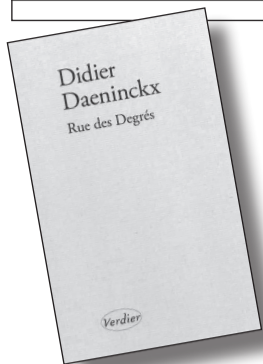
contre la dictature des créanciers et de la dette.

Avec une profonde tristesse, Éric Toussaint, son compagnon, Suzanne Comanne, sa mère, ses amis et camarades du CADTM, d'Attac, de la Marche mondiale des femmes, de la LCR belge, du Front des gauches, de la IV^e Internationale et du NPA font part de son décès.

ARGENTINE. Le 19 mai, les chômeurs de l'Union des chômeurs (UDT) de General Mosconi, une ville du nord de l'Argentine, faisaient un piquet devant un sous-traitant des multinationales pétrolières, exigeant que soit respectée la promesse d'embauche de 300 travailleurs et que soient réintégrés vingt travailleurs licenciés. Ils ont été sauvagement réprimés par l'armée envoyée par le gouverneur de la province. Les chômeurs se sont repliés sur la ville et, pour les déloger, la gendarmerie a encerclé un quartier, réprimant maison par maison et blessant par balles de caoutchouc plusieurs jeunes. De nombreux chômeurs piqueteros ont été arrêtés. L'UDT est en lutte

contre les multinationales. Elle fait pression par des piquets et des blocages de routes sur les entreprises pour embaucher les travailleurs locaux et multiplie les chantiers en coopératives.

GRÈCE. La pluie n'explique pas tout. La manifestation appelée samedi 5 juin par les deux grandes confédérations grecques (GSEE et Adedy) n'a réuni que 6 000 personnes à Athènes. Pourtant les mesures s'accroissent : annonce récente de privatisations, provocations sur les retraites qui ne seraient plus baissées de 50% mais « seulement » de 30%... Le Premier ministre socialiste fait jouer la fibre nationale pour faire passer sans explosion le plan du FMI et de l'UE. Face à cela, les directions syndicales font tout pour éviter les formes de mobilisations résolues qui seules pourraient faire plier le système. Elles programment au mieux une nouvelle grève de 24 heures avant la fin juin, avec, comme on l'a vu samedi, le risque évident que cette tactique décourage le mouvement social.



LIVRES
RUE DES DEGRÉS/Didier Daeninckx/VERDIER
ÉDITEUR/11 EUROS

Ce petit recueil de huit nouvelles permet un rapide panorama des idées directrices de l'œuvre de Didier Daeninckx : le cinéma, le polar, mais aussi l'histoire avec ses luttes et ses massacres, Madagascar 1947, la Bosnie récente... Le panorama parisien du carrefour Strasbourg-Saint-Denis voisine avec l'évocation du *Snark*, le voilier de Jack London, ou avec celle des douaniers de la frontière franco-belge, il y a quelques décennies. Et puis ce crime mystérieux où l'arme est une statuette de bronze représentant un faucon, comme si l'ombre de Bogart revenait planer dans le septième arrondissement. D'ailleurs, Hollywood se retrouve aussi dans un passage imaginé des mémoires de Billy Wilder, qui commente le *Ben Hur* de son ami (autre Alsacien) William Wyler. Dépaysement garanti.

Paul Louis Thirard



BD
FAIRE LE MUR/Maximilien Le Roy/CASTERMAN/15 EUROS

Cet album est issu d'une rencontre, celle d'un jeune auteur de BD lyonnais, Maximilien Le Roy, et celle d'un jeune Palestinien, Mahmoud Abu Srour, qui vit en Cisjordanie. Le premier, à partir de cette amitié, a décidé de consacrer son récit à quelques épisodes de la vie du second. L'ouvrage retrace le quotidien de ce jeune Palestinien, en plein contexte de construction du mur de la honte qui englutit des milliers d'hectares de terres des Palestiniens. Amoureux d'une jeune Française de passage, le jeune homme est prêt à prendre tous les risques pour la rejoindre chez sa sœur, dans une ville israélienne proche de la frontière. L'ouvrage est enrichi de deux cahiers de photos et d'une interview d'Alain Gresh. Après le *Gaza 1956* de Joe Sacco, voici un deuxième ouvrage récent qui traite avec finesse de la cause palestinienne.

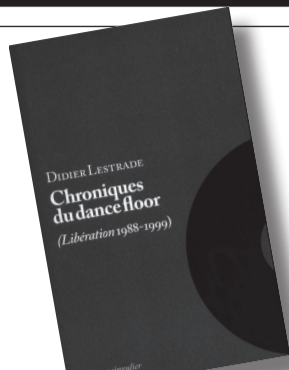
Sylvain Pattieu



DVD
GAINSBURG VIE HÉROÏQUE/Joann Sfar/UNIVERSAL

Le projet de s'attaquer au seul monument musical français traité à l'étranger avec un peu de sérieux (y compris par les rappers), autrement dit Serge Gainsbourg, avait de quoi inquiéter les défenseurs du culte de l'exception nationale. On peut évidemment s'amuser de voire tant de personnalités actuelles, comme Laetitia Casta, endosser avec gourmandise le rôle des icônes d'autrefois (ici une Brigitte Bardot pas encore fasciée). Mais le choix de l'auteur du *Chat du Rabbini* d'accompagner son Gainsbarre d'un double démoniaque directement issu d'une BD constitue sûrement la touche la plus originale de ce biopic plutôt réussi. Avec également les scènes évoquant le jeune Lucien Ginsburg portant « son étoile de shérif » pendant l'Occupation ou lorsqu'il donna des cours aux orphelins des camps.

King Martov



LIVRES
CHRONIQUES DU DANCEFLOOR/Didier Lestrade/L'ÉDITEUR SINGULIER

Il existe peut-être encore des gens à la gauche de la gauche pour penser que le disco et la house ne sont pas vraiment des styles musicaux « sérieux ». Ce recueil pourra peut-être casser ces préjugés. Il reprend les chroniques de disques que Didier Lestrade, fondateur d'Act-up Paris, consacra en authentique passionné à cette douce évolution vers le groove digital, portée par des figures aussi diverses que Lil Louis, Ten city ou Larry Herad. Autant d'icônes électroniques qu'il essaya de faire (re)connaître en son temps auprès d'un public français qui resta toujours aussi restreint que les lecteurs de Giacomo Leopardi ou les supporters de l'US Créteil. Conseillons cette réhabilitation historique des hommes et femmes derrière ces machines qui font danser. Sectarism is fascism!

K. M.



www.retraites-2010.fr

Tandis que le gouvernement s'emploie à essayer de nous faire avaler la pilule de la réforme des retraites avec une vaste campagne de communication, en face, Attac propose sa riposte avec ce site. Le Collectif pour faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites répond au gouvernement, en opposant à chaque proposition qui en émane un solide argumentaire visant à renverser quelques idées fausses éhoulées par nos dirigeants. Nous avons donc là un outil intéressant à utiliser pour opposer nos arguments à cette réforme.

www.freejock.net/default

Jock Palfreeman, étudiant australien, est en prison. La justice bulgare a condamné ce jeune « d'origine étrangère » à vingt ans de prison. Motif? Le meurtre d'un étudiant bulgare prétendu sans histoire... Cela aurait été en effet une affaire très simple, si seulement Jock n'avait pas vécu une tout autre réalité. En aidant des Roms victimes d'une agression raciste, il s'est retrouvé mis en accusation pour meurtre et placé dans un total isolement. Le site freejock.net entend mobiliser un maximum de personnes pour défendre le jeune homme dans ce contexte raciste.

HOMMAGE LOUISE BOURGEOIS, LA RÉVOLTE EN BEAUTÉ

Née en 1911, la sculptrice et plasticienne d'origine française est morte le 31 mai à New York où elle vivait depuis 1938. Reconnue sur le tard à la faveur des luttes féministes, elle laisse une œuvre insolente de liberté, aussi belle que rebelle.

Lest-ce créer librement ou donner forme à ce qu'avait imposé le désir des clients? Des sculpteurs, l'Occident, des siècles durant, a exigé des qualités réputées « féminines ». Par exemple, reproduire au plus près la « nature », se soumettre aux « canons » académiques, figurer servilement les modèles, et néanmoins déployer ce qu'il fallait de science du maquillage pour celui des « beaux-arts » censé évoquer au mieux le « beau sexe », ses Vénus, etc., ou prêter les apparences les plus flatteuses aux maîtres du pouvoir. Baudelaire avait certes protesté contre cette sculpture d'ornement en célébrant la supériorité des « sculpteurs caraïbes » (d'après ce qu'on connaissait alors des arts dits « primitifs »), mais Camille Claudel et ses contemporaines ne furent pas en mesure de sortir de ce vieux carcan. C'est seulement au cours du XX^e siècle que la sculpture commença à s'affranchir de ses servitudes et nombre de femmes y contribuèrent, certainement avec une détermination supplémentaire.

La plupart reste aujourd'hui méconnue, à l'instar de Louise Nevelson, Maria Martins, Isabelle Waldberg et de maintes autres créatrices de génie. Dans son malheur de femme qui forme le sujet sarcastique de beaucoup de ses sculptures, Louise Bourgeois eut la chance de naître dans une famille où les arts n'étaient pas ignorés ou condamnés, et à une époque et dans un pays où les études supérieures n'étaient plus interdites aux femmes. Son mariage avec l'universitaire et critique d'art américain Robert Goldwater, alors en passe d'achever son livre pionnier sur « le primitivisme » dans l'art moderne, lui donna aussi un angle de vue privilégié pour saisir les évolutions esthétiques de son temps. À New York, elle fit le plus grand cas de ce que Duchamp, Calder et Breton, avec d'autres surréalistes fuyant le nazisme ou le régime vichyste, lui révélaient des objets « à fonctionnement symbolique ». Cet esprit qui traverse beaucoup de ses œuvres en fait une plasticienne surréaliste, restée en marge de ce mouvement trop masculin à ses yeux.

Mais rien n'aurait vu le jour sans l'extraordinaire énergie de cette femme, recevant, enseignant, créant jusqu'à ses derniers moments et assumant fièrement son visage de vieillarde. Ses coups d'éclat sont devenus célèbres, *Fillette*, un énorme phallus en latex qu'elle sculpta et arbora en 1968, *Mamans*, araignées métalliques dont elle ne cessa d'augmenter les proportions à mesure que s'accroissait sa renommée, ou clavicles de bœuf



servant de cintres à des dessous féminins, à côté de maintes prouesses de sculpture du métal et de la pierre, qu'elle maîtrisait à la perfection. Elle dut attendre 1982 pour sa première grande exposition à New York et 1995 pour sa première rétrospective en France, au musée d'Art moderne de la Ville de Paris, suivie en 2008 d'une autre au centre Pompidou. Comme l'estimaient les féministes américaines ayant contribué à son succès, la vie

et l'œuvre inimitable de Louise Bourgeois livrent moins une leçon d'art qu'un exemple remarquable d'émancipation intellectuelle et artistique d'une plasticienne qui s'est concentrée sur sa condition de femme et son « ami » l'inconscient.

Gilles Bounoure

Maman, Louise Bourgeois. (WIKIMEDIA/FERNANDO PASCULLO)



CAMPAGNE

GRÈVE DES CHÔMEURS ET PRÉCAIRES

La grève des chômeurs et précaires ne cesse de s'étendre dans toute la France, et a gagné à ce jour plus d'une vingtaine de villes.

DIALECTIQUE DE LA TOUR DE PISE

SERGE PEY
DERNIER TÉLÉGRAMME
315 PAGES
18 EUROS



l'essai

CE RECUEIL, illustré par d'admirables dessins de l'auteur, rassemble les poèmes politiques et philosophiques qui parsèment l'œuvre de Serge Pey, poète d'action, esprit insoumis, libertaire sans drapeau. Certains de ces poèmes sont des détournements de phrases de Lev Davidovitch Bronstein, ou de «Séguir/Gebrac» (pseudonymes militants de Daniel Bensaïd); d'autres prennent la forme de graffitis sur les murs: «Dans un pays où l'on dresse une statue pour la liberté, seules les statues sont libres. [...] Dans un pays où l'on place l'honneur en légion, seules les armées sont libres». On trouve aussi dans ses poèmes quelques néologismes, dont le plus beau est Amarade, pour désigner la solidarité, l'amour et l'amitié combattante.

L'humour (noir) traverse comme un éclair lumineux ce recueil irrévérent et insolent. Un exemple parmi beaucoup: «Détournement Veuillez laisser les toilettes de l'état de propreté où vous les avez trouvées. Veuillez laisser la propreté de l'État dans les toilettes où vous l'avez trouvée».

Pour préfacier son livre, Serge Pey a choisi un texte que Daniel Bensaïd avait écrit pour le livre *Serge Pey et l'Internationale du rythme*, organisé par Andreas Pfersmann. Dans cet émouvant document, en forme de lettre adressée à son «Amarade Serge», Bensaïd rappelle leur rencontre sur les rives de la Garonne, et leur amitié, née d'une «colère rouge et noire» contre Franco et de leur commune «fidélité envers ceux qui refusèrent de céder à la force stupide des choses». Une amitié qui s'est nourrie de la «sorte d'attraction mutuelle, d'affinité ou de connivence, entre le temps poétique et celui de l'action subversive». Ce furent parmi les dernières paroles de notre Amarade Daniel...

Michael Löwy

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

Démarrée le 3 mai, la grève des chômeurs se manifeste sous différentes formes d'actions purement revendicatives ou bien festives et conviviales afin de dédramatiser la situation vécue quotidiennement par les chômeurs et précaires. Ainsi, à Lille, un apéro organisé devant Pôle emploi a vu une petite dizaine de militants trinquer avec les chômeurs présents: «À nos luttes... À nos luttes futures et solidaires pour l'emploi!», à Bordeaux, avec un pique-nique revendicatif devant le Pôle emploi, ou encore à Lyon, où une pétition de 1500 signatures, demandant notamment l'arrêt des radiations et le maintien des indemnités pour les chômeurs en fin de droits, circule via une tournée des agences. À Montreuil, un piquet de grève permanent constitue un centre névralgique dans la ville. À Rennes, d'où est parti le mot d'ordre de grève, un Pôle emploi a été déménagé pour protester contre l'envoi de la police dans cette agence le jour précédent, alors que des chômeurs et précaires ne faisaient qu'accompagner des usagers dans le labyrinthe administratif du Pôle. De même, à Montpellier, Perpignan, Nice, Nancy, Tours, Caen, Nantes, Brest, Lannion... de multiples actions ont été menées dans les Pôles emploi, les Caisses d'allocations familiales (CAF), les administrations, les organismes de formation ou les boîtes de coaching, afin de dénoncer le recours massif à la sous-traitance par Pôle emploi.

OCCUPATIONS DE PÔLE EMPLOI OU DE CAF

Les occupations de Pôles emploi ou de CAF se multiplient ainsi dans toute la France, permettant au passage de débloquent des dizaines de dossiers (rétablissement de l'ARE, de l'ASS ou du RSA, annulation des indus, re-calcule à la hausse des allocations...). Ces intrusions ne sont pas du goût des directions de Pôle emploi dont la réponse immédiate est de renvoyer les conseillers chez eux ou de fermer les agences. Tout «sans-emploi» étant considéré de fait comme un fraudeur potentiel, les contrôles incessants et les courriers menaçant de radiation ne cessent d'augmenter. D'où une certaine tension latente entre les chômeurs et les salariés de Pôle emploi, qui voient leurs conditions de travail se dégrader et se trouvent dans l'incapacité d'exercer correctement leur boulot. C'est la raison pour laquelle certaines agences se sont mises en grève de manière sporadique, et un appel national à la grève a été lancé



Rennes, le 16 janvier. Manifestation de soutien aux inculpés de la manifestation des chômeurs du 5 décembre poursuivis pour jet d'œuf sur des policiers. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TN)

pour le 8 juin. Les agents réclament de fait la titularisation de tous les CDD et autres contrats précaires, et dénoncent le recours aux heures supplémentaires servant à combler le retard de traitement des dossiers. Ici ou là, les mouvements de chômeurs se joindront aux salariés de Pôle emploi pour afficher leur solidarité et faire entendre et partager leurs propres revendications. Tous les militants du NPA sont invités à «prendre part activement à ces actions et à les soutenir partout» et à «construire des collectifs de chômeurs là où il n'y en a pas». C'est le sens du vote du CPN des 29 et 30 mai pour un appel à la grève des chômeurs, s'inscrivant ainsi dans une série de mobilisations initiée par des collectifs de précaires et chômeurs. Seule la convergence des luttes permettra d'abattre la frontière entre chômeur et salarié. La grève des chômeurs aura au moins permis de rendre visibles celles et ceux qui n'apparaissent que dans les chiffres du chômage. La grève des chômeurs et précaires est aussi le refus d'accepter, comme l'ont dit les chômeurs qui se sont invités sur le plateau de France 2, «n'importe quel travail de dix heures par semaine payé une misère dans les secteurs les plus difficiles». C'est aussi dénoncer l'exploitation salariale des populations les plus défavorisées, notamment les habitants des quartiers populaires, où le taux de chômage atteint des sommets. Mais c'est aussi une manière de ne pas rester isolé, de «sortir

des eaux glacées du calcul égoïste dans lesquelles on nous plonge». La grève des chômeurs et précaires, c'est décider ensemble d'enrayer une machine à précariser, en imposant aux Pôles emploi ou CAF l'arrêt des radiations, la fin de l'offre raisonnable d'emploi, du suivi mensuel personnalisé, l'arrêt du 3949... et lutter contre la culpabilisation qui est faite sans arrêt aux chômeurs et précaires. C'est de ces multiples constats de dysfonctionnement qu'est partie la lutte des chômeurs et précaires, en prenant appui sur différents collectifs existants ou constitués depuis les Marches contre la précarité. Sous la forme de collectifs d'individus ou à travers la participation de diverses organisations (AC!, Apeis...), la volonté est la même de faire vivre ce mouvement, au cours d'assemblées générales, de réunions publiques, de débats sur la notion de «travail» et sur ce que peut signifier une grève des chômeurs quand il n'y a pas d'autre lieu à occuper que les Pôles emploi ou les CAF, pour faire entendre ses revendications non pas de manière individuelle, comme c'est le cas le plus souvent, mais de manière collective. Une grève qu'il s'agit de ré-inventer tous les jours afin de construire de nouvelles formes de luttes et de résistance.

Sylvain LG, Commission précarité



LE N°10 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST TOUJOURS DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur les retraites, une interview de Laure Pitti et une tribune de Pierre Tévanian et de Sylvie Tissot sur le débat sur l'identité nationale, une interview de Casey et Rogé, des articles sur la crise en Grèce, sur les résultats des élections en Italie... et bien d'autres encore! ÉGALEMENT DISPONIBLE, la revue n°9 avec le dossier sur les Quartiers populaires.

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à: *Tout est à nous*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue.



CONGRÈS DU NPA RENCONTRES DE JUIN

Afin de préparer le prochain congrès du NPA, le Conseil politique national (CPN) a organisé des rencontres des comités à l'échelon régional, départemental et local.

Dans le cadre de la préparation du prochain congrès du NPA, le Conseil politique national (CPN), réuni les 27 et 28 mars, avait décidé d'organiser, fin juin, des rencontres des comités à l'échelon régional, départemental ou local. Le CPN qui s'est tenu fin mai a commencé à travailler sur plusieurs textes, sans les adopter : un document intitulé *Répondre à la crise* et des documents d'orientation autour de projets de thèses, d'amendements, de contributions... Il n'y a pas eu de votes puisque les textes de congrès qui seront soumis à la discussion des militants seront adoptés au CPN de septembre.

Commencer les débats autour des enjeux du prochain congrès, permettre l'appropriation par l'ensemble des militants et militantes de ceux-ci, faire le bilan d'un an et demi de construction, il y a matière à discuter ! L'objectif de ces rencontres est que tous les comités puissent s'emparer de tous les débats et y apporter leur contribution. Les comptes rendus de ces discussions devraient être ensuite compilés.

Dans la période de crise profonde du système capitaliste dans laquelle nous sommes, le projet du NPA, après un an et demi d'existence, est plus que jamais d'actualité. Le débat autour du texte *Répondre à la crise* a pour objectif d'appréhender les enjeux de la période et de mettre en avant un projet de société alternatif qui réponde sur le fond à cette crise qui frappe durement les salariés et la population. Cette crise ne pourra se résoudre de l'intérieur du système, il faut dresser les grandes lignes d'une réponse qui soit à la hauteur des enjeux et qui esquisse un autre projet de société. C'est toute l'actualité d'un projet anticapitaliste qui doit combiner à la fois des revendications immédiates tout en les articulant avec un projet résolument incompatible avec le capitalisme, permettant de redonner espoir à ceux et celles qui

subissent au quotidien les conséquences de ce système.

Les débats autour de l'orientation pourront s'appuyer sur les différents textes de contribution portés par les membres du CPN. À ce stade, l'objectif n'est pas de soumettre des textes au vote pour se compter sur une orientation ou une autre mais plutôt d'approfondir les discussions sur les stratégies, les contradictions de la période où se mêlent rage et fatalisme face aux attaques de la classe dirigeante. Il sera sans doute difficile de débattre de tout. D'ailleurs, lors de l'échange sur la préparation de ces rencontres qui a eu lieu au dernier CPN, nous avons constaté qu'elles se déroulaient de façon très diverses selon les endroits : réunion régionale en Midi-Pyrénées, en Basse-Normandie et Haute-Normandie, réunions départementales dans les Bouches-du-Rhône, en Seine-Saint-Denis, trois regroupements de comités à Paris le même jour, etc. Les rencontres durent d'une demi-journée à un jour et demi, et si l'ordre du jour se concentre sur les enjeux du congrès, certaines ont prévu des débats thématiques, le bilan du NPA ou bien des échanges sur l'expérience militante des campagnes menées depuis la création du parti.

Le NPA est un parti jeune et il est important pour ce congrès de renouer avec la démarche qui a prévalu lors du processus de construction : donner le plus possible la parole aux militants et militantes. Après le congrès fondateur, ce premier congrès du NPA devrait être l'occasion de faire un retour sur presque deux ans d'existence mais surtout de se doter d'une feuille de route en termes de stratégie, d'orientation et de projet qui permette au NPA de rassembler au-delà de ceux et celles qu'il regroupe aujourd'hui.

Pour conclure, l'objectif est que chacun et chacune s'empare des enjeux du congrès et choisisse la préparation de celui-ci



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MB)

comme un moment privilégié de débat, de choix d'orientation et de décisions qui engageront le NPA dans une période où l'anticapitalisme devrait trouver un écho favorable.

Anne Leclerc

et aussi

SOLIDARITÉ AVEC LES «SIX DE PAU» Six personnes sont citées à comparaître au tribunal de Pau le 10 juin à 8h45 au tribunal de Pau, à la suite d'une plainte du préfet des Pyrénées-Atlantiques pour «outrage à personne dépositaire de l'autorité publique». Les faits remontent à l'été 2008 après l'arrestation d'une famille albanaise et de ses deux enfants et leur placement en centre de rétention. Des militants de RESF et de diverses organisations envoient des messages de protestation au préfet. Six d'entre eux sont aujourd'hui poursuivis pour avoir osé évoquer des parallèles entre la chasse aux immigrés orchestrée par le gouvernement Sarkozy et une période trouble de notre histoire. Le NPA apporte son soutien inconditionnel à ces hommes et cette femme qui, un jour, se sont élevés contre ce que leur conscience jugeait inacceptable et ont eu le courage d'exprimer leur indignation au préfet des Pyrénées-Atlantiques. Nous considérons que les paroles adressées par ces militants au préfet sont un acte de... résistance, ne lui en déplaise ! Traque systématique des étrangers dans le but de racoler les électeurs du FN, mise en place du délit de solidarité, il y avait fort à parier que le duo Sarkozy-Besson n'en resterait pas là ! Les poursuites engagées contre ces six personnes relèvent du délit d'expression, caractéristique des régimes autoritaires.

Ainsi, un gouvernement qui s'attache à instrumentaliser l'enseignement de l'histoire nous somme, par la voix d'un de ses préfets, de proscrire toute analogie entre l'époque que nous vivons et une période des plus sombres de notre histoire. MM. Sarkozy-Besson, M. le préfet, vous n'effacerez pas nos mémoires, même si vous deviez réécrire l'histoire. Ces poursuites exercées à l'encontre de militants simplement animés par des valeurs humanistes nous précipitent un peu plus vers un système totalitaire qui fantasma de censurer l'opinion et de bâillonner toute liberté d'expression.

FÊTE DU NPA À NANCY. Le NPA 54 Sud a organisé sa première fête anticapitaliste samedi 5 juin. Elle a commencé dès 15 heures, avec la projection du film *Fumel : de feu, de fer et de rock*, exemple d'autogestion ouvrière. Pendant ce temps, certains camarades ont manifesté à la Marche régionale des fiertés à Metz, où nous avons

pu scander nos slogans spécifiques de luttes contre l'homophobie. Puis nous sommes revenus à Nancy pour un meeting militant. Un camarade a exposé les actions de la Coordination révoltée des invisibles solidaires et enragés (Crise) qui s'amplifient autour de la grève des chômeurs et précaires. Puis Galia Trépère, représentant le comité exécutif du NPA, a évoqué les actes terroristes de l'État israélien envers le peuple palestinien et le mouvement international de solidarité. Après avoir expliqué les mécanismes de la crise financière qui sévit en Europe et frappe les travailleurs, Galia nous a encouragés à poursuivre nos luttes, notamment dans le collectif retraites. Un riche débat nous a ensuite permis de confronter nos différents points de vue, notamment en présence de camarades de Lutte ouvrière et de la Gauche alternative (Fase). Nous avons partagé un apéro militant, avec la participation de notre chorale préférée, celle des Sans-noms, qui a entonné nos chants révolutionnaires favoris, avant de partager un repas convivial. Près de 150 personnes nous ont rendu visite au cours de cette journée, dont des nouveaux contacts. La première fête, mais pas la dernière, à Nancy, assurément !



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TAOUS)

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR :

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo	6 mois	1 an
	28 euros	56 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	50 euros	100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo	6 mois	1 an
	20 euros	40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	38 euros	76 euros

Abonnement à la revue mensuelle	6 mois	1 an
	22 euros	44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo	6 mois	1 an
	45 euros	90 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	65 euros	130 euros



SANS-PAPIERS

LA BASTILLE TIENDRA

Après avoir défilé dans le cortège de défense des retraites, plusieurs centaines de grévistes sans papiers ont investi, le 27 mai, les marches et le parvis de l'Opéra Bastille à Paris. Après huit mois d'une grève exceptionnelle par sa détermination, son exemplarité pour tous les travailleurs, mais aussi sa durée, les sans-papiers ont ainsi décidé de se rendre visibles.

Le 2 juin, les sans-papiers de la Marche Paris-Nice, de retour à Paris, ont été applaudis à leur passage devant l'Opéra. Le même jour, une première rencontre a eu lieu avec le ministère du Travail. Le lendemain une tentative d'évacuation musclée par la police a échoué. Une nouvelle rencontre avec le ministère de l'Immigration est prévue le 11 juin.

Nul ne peut présager du résultat compte tenu des méthodes et de l'extrême fermeté de ce gouvernement, en particulier sur la question de l'immigration, idéologiquement centrale en temps de crise.

Des personnalités politiques et des artistes se sont rendus sur place plusieurs fois, avec une couverture encore bien maigre face à l'ampleur historique de ce mouvement de 6000 grévistes, dans le cadre d'un blocus médiatique sans précédent. Tous les grévistes doivent être régularisés ! Au-delà, c'est la régularisation de tous les sans-papiers et surtout la liberté de circulation et d'installation qui sont à même d'offrir une réponse à la « question » des sans-papiers.



Paris, Opéra Bastille, le 27 mai. « Nous ne sommes pas isolés, nous allons arracher la victoire sur cette place symbolique ». (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

PARIS 15 JUIN MEETING ANTICAPITALISTE EUROPÉEN PARTOUT EN EUROPE, AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS DETTES!

Meeting organisé par le NPA, avec Joe Higgins, député européen irlandais, André Hunko, député de Die Linke au Bundestag, Miguel Urba Crespo, de la Gauche anticapitaliste de l'État espagnol, Tassos Anastasios de la coalition Antarsya de Grèce, Miguel Portas député européen du Bloc de gauche portugais, Chris Bambery du SWP anglais, Thomas Sommer qui était sur un des bateaux de la Flottille de la liberté, Olivier Besancenot...
À 20 heures, salle de la Mutualité, M° Maubert Mutualité - Paris.

GRÈVE RECONDUCTIBLE DES CLINIQUES PRIVÉES À MONTPELLIER! Ce mardi 8 juin, les salarié(es), toutes catégories confondues, de neuf cliniques privées de Montpellier et une de Nîmes attaquent leur 14^e jour de grève pour une augmentation de 10% de la valeur du point. Face à la détermination des grévistes, qui reconduisent en assemblée générale centrale, avec l'appui de la CGT Santé, leur mouvement, il y a l'arrogance des patrons qui ne veulent rien céder. Le PDG du groupe Oc santé (six cliniques en grève) déclare qu'il n'ira pas plus loin que 3% étalés sur six mois alors que le retard sur la grille salariale des hôpitaux publics est entre 20 et 30%. Les 3% représentent 20 à 30 euros d'augmentation ! Les patrons de la santé sentent bien que le test prend une dimension nationale. Le 10 juin, en effet, les personnels des cliniques de Meurthe-et-Moselle, des Bouches-du-Rhône, de Gironde, du Puy-de-Dôme, de Sarthe, du Cantal... manifesteront au même moment qu'à Montpellier. C'est peut-être une lame de fond qui se prépare.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

HORTEFEUX DÉMISSION!

Brice Hortefeux vient d'être condamné en justice à une amende de 750 euros pour injure raciale. Les propos en cause avaient été tenus lors de l'université des jeunes de l'UMP, l'été dernier. Hortefeux s'adressant à un jeune militant arabe avait déclaré « quand il y en a un ça va, c'est quand ils sont nombreux que cela pose des problèmes ». Devant le tollé provoqué, Hortefeux avait déclaré qu'il parlait des Auvergnats... euh... non... des photographes... Les porte-flingue de l'Élysée s'étaient émus de la mise en cause du ministre absolument pas raciste. Il faut croire que les juges ne l'ont pas compris de la même manière. Reste que dans un pays où la chasse au immigrés fait rage, où les contrôles au faciès se multiplient tout comme les violences policières, avoir un ministre de l'Intérieur raciste n'est ni étonnant ni acceptable.

MOURIR EN PRISON EN FRANCE.

Un prisonnier d'Avignon-le-Pontet (Vaucluse), condamné à perpétuité, s'est vu refuser la suspension de sa peine pour raison de santé. À 67 ans, il est pourtant atteint d'une grave maladie pulmonaire nécessitant une ventilation artificielle et son « pronostic vital est engagé à court terme ». Il est hospitalisé dans l'unité hospitalière sécurisée de Marseille. Maurice Papon, condamné à dix ans de réclusion pour complicité de crime contre l'humanité, avait rencontré une justice plus compréhensive qui l'a libéré après trois années de détention pour un « état impotent et grabataire » qui ne l'avait pas empêché de quitter sa prison à pied... La France, condamnée deux fois par la Cour européenne des droits de l'homme, dispose d'une loi indiquant que la suspension de peine « peut » être ordonnée lorsque le pronostic vital est engagé. Tout est dans ce conditionnel, qui dépend des appuis et des avocats dont on peut disposer.

LES BANQUES ÉPARGNÉES.

Les ministres des Finances du G20, représentant les plus grosses économies du monde, réunis le 4 juin, ont définitivement enterré l'idée d'imposer une taxe universelle sur les banques afin de pouvoir financer leurs futurs sauvetages en cas de difficulté. La taxe est bien morte car, si elle n'est pas universelle, aucun gouvernement ne prendra le risque de l'instaurer dans son pays de peur de voir ses banques se délocaliser. Ouf, les banques peuvent poursuivre leurs opérations à risque, irresponsables mais très profitables, sans être pénalisées. Elles savent qu'en cas de difficulté, les États seront encore obligés pour les renflouer de leur verser sans compter des milliards, pris sur les fonds publics. Ce sont les salariés qui paieront la note. En France, l'État a ainsi versé, fin 2008, 10,5 milliards à six banques qui ont depuis recommencé à faire des bénéfices.

“ NO COMMENT ”

Le blocus, il ne faut cesser de le rappeler, ne concerne que les armes et les matériaux pour en fabriquer.

BERNARD-HENRI LEVY,
LIBÉRATION DU 7 JUIN.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr